

8^{ème} édition du Baromètre annuel COFIDIS / CSA
« Les Français et leur pouvoir d'achat »

Malgré une légère amélioration du pouvoir d'achat en 2019, la perception qu'en ont les Français se dégrade

- **Le pouvoir d'achat est le premier sujet de préoccupation des Français (pour 42% d'entre eux), devant la santé (37%) et l'environnement (35%)**
- **On observe une légère amélioration du pouvoir d'achat en 2019. Plusieurs indicateurs s'améliorent : la somme moyenne qui manque aux Français chaque mois pour vivre confortablement continue de baisser (427€ ; -57€ en 2 ans) tout comme le montant moyen du découvert bancaire (-54€ en 2 ans)**
- **Néanmoins, cette amélioration n'est pas perçue par les Français, qui pour la plupart estiment que leur pouvoir d'achat se dégrade : la part d'entre eux qui jugent leur pouvoir d'achat faible a augmenté (31% contre 28% en 2018). La part des Français qui jugent leur pouvoir d'achat « correct mais sans plus » a baissé (54% contre 56% en 2018) tout comme la part des Français qui jugent leur pouvoir d'achat élevé (13% contre 15% en 2018)**
- **Par ailleurs, l'optimisme observé l'an dernier, quant à l'amélioration du pouvoir d'achat à court et moyen terme, tend aussi à s'éroder : 53% des Français estiment que leur pouvoir d'achat va augmenter ou rester stable ces 12 prochains mois (contre 56% en 2018) et seul 1 Français sur 4 (25%) est confiant quant à l'amélioration de son pouvoir d'achat dans les 5 prochaines années (contre 28% en 2018)**
- **Les efforts du Gouvernement à travers les différentes mesures en faveur du pouvoir d'achat n'alimentent donc pas l'optimisme des Français : alors que 2 Français sur 3 (66%) déclarent avoir bénéficié des mesures prises par le Gouvernement, seul 1 Français sur 2 (48%) juge qu'elles vont améliorer le pouvoir d'achat des Français**
- **On assiste à une défiance des Français envers le Gouvernement sur la question du pouvoir d'achat : 3 Français sur 4 (76%) n'ont pas confiance dans l'action du Gouvernement pour améliorer leur pouvoir d'achat d'ici la fin du quinquennat en 2022**
- **Le sentiment de dégradation du pouvoir d'achat a un effet mécanique sur la part des Français qui envisagent de réaliser des projets dans les 12 prochains mois : elle baisse de 3 points par rapport à l'an dernier (62% contre 65% en 2018) alors qu'elle avait progressé régulièrement ces dernières années et s'était stabilisée l'an dernier.**
- **Pour financer leurs projets, plus d'un Français sur 3 (37%) envisage de solliciter un crédit, un mode de financement en forte progression (37% contre 28% en 2018)**

Villeneuve-d'Ascq, le 17 septembre 2019 - Cofidis, un des principaux acteurs du crédit à la consommation en France, dévoile ce jour les résultats de la 8^{ème} édition du Baromètre annuel « Les Français et leur pouvoir d'achat », réalisé avec l'institut CSA. Une nouveauté cette année : les Français ont été interrogés sur l'impact des mesures prises par le Gouvernement pour favoriser le pouvoir d'achat (revalorisation et extension de la prime d'activité, baisse des charges sociales sur les salaires, ...) et sur la confiance des Français envers le Gouvernement sur la question du pouvoir d'achat, à mi-mandat.

Alors que le pouvoir d'achat reste le premier sujet de préoccupation des Français (pour 42% d'entre eux), devant la santé (37%) et l'environnement (35%), cette 8^{ème} édition révèle une légère amélioration du pouvoir d'achat des Français en 2019, qui peut être attribuée aux mesures prises par le Gouvernement en début d'année. Plusieurs indicateurs s'améliorent : la somme qui leur manque en

moyenne chaque mois pour vivre confortablement continue de baisser (427€ ; -18€ par rapport à 2018 et -57€ par rapport à 2017) tout comme le montant moyen du découvert bancaire (340€ contre 370€ en 2018 et 394€ en 2017). La part des Français à découvert au moins une fois tous les 3 mois se stabilise (33% contre 32% l'an dernier).

Cette légère amélioration du pouvoir d'achat rejoint les projections de la Banque de France qui prévoit une hausse de 2,1% du pouvoir d'achat par habitant en 2019¹.

Néanmoins, cette légère amélioration n'est pas perçue par les Français. A contrario, ils estiment que leur pouvoir d'achat se dégrade : la part d'entre eux qui jugent leur pouvoir d'achat faible a augmenté (31% contre 28% en 2018). La part des Français qui jugent leur pouvoir d'achat « correct mais sans plus » a baissé (54% contre 56% en 2018) tout comme la part des Français qui jugent leur pouvoir d'achat élevé (13% contre 15% en 2018). La part des Français qui déclare être « en difficulté » a augmenté (30% contre 28% en 2018).

Les efforts du Gouvernement à travers les différentes mesures en faveur du pouvoir d'achat n'alimentent donc pas l'optimisme des Français : alors que près de 2 Français sur 3 (66%) déclarent avoir bénéficié de mesures prises par le Gouvernement, seul 1 Français sur 2 (48%) juge que ces mesures vont améliorer le pouvoir d'achat des Français.

Ce sentiment de dégradation du pouvoir d'achat peut, entre autres, s'expliquer par le poids croissant des dépenses de première nécessité sur le budget des ménages : 61% des Français estiment qu'elles ont augmenté ces 5 dernières années, notamment les dépenses énergétiques (pour 72% d'entre eux), les dépenses liées aux transports (pour 70% d'entre eux) et les dépenses liées à la santé et aux assurances (pour 65% d'entre eux). De plus en plus de Français rognent d'ailleurs sur leurs dépenses de première nécessité pour faire des économies : 22% des Français déclarent avoir réduit leurs dépenses alimentaires au cours des 12 derniers mois (contre 18% en 2018), 14% déclarent avoir réduit leurs dépenses énergétiques (gaz, électricité, ... ; contre 10% en 2018) et 11% déclarent avoir réduit leurs dépenses liées aux transports (contre 8% l'an dernier). Les Français ne réduisent pas ces dépenses par gaité de cœur. En effet, lorsqu'on leur demande à quels postes de dépenses ils alloueraient la somme qui leur manque chaque mois pour vivre confortablement, s'ils en disposaient, ils sont 45% à déclarer aux loisirs et 43% à l'alimentation (contre 29% en 2018). La loi Alimentation, entrée en vigueur le 1^{er} février 2019, semble donc avoir eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat des Français.

Concernant l'avenir, l'optimisme observé l'an dernier, quant à l'amélioration du pouvoir d'achat à court et moyen terme, fait place à la morosité : 53% des Français estiment que leur pouvoir d'achat va augmenter ou rester stable ces 12 prochains mois (contre 56% en 2018) et seul 1 Français sur 4 (25%) est confiant quant à l'amélioration de son pouvoir d'achat dans les 5 prochaines années (contre 28% en 2018). Par ailleurs, 3 Français sur 4 (76%) déclarent ne pas avoir confiance dans l'action du Gouvernement pour améliorer leur pouvoir d'achat d'ici la fin du quinquennat en 2022. Les retraités sont particulièrement critiques : alors que 34% d'entre eux déclarent avoir bénéficié de la baisse de la CSG sur les retraites de moins de 2000 euros par mois, seule la moitié des retraités concernés déclarent que cette mesure a amélioré leur pouvoir d'achat.

Ce sentiment de dégradation du pouvoir d'achat a un effet mécanique sur la part des Français qui envisagent de réaliser des projets dans les 12 prochains mois : elle baisse de 3 points par rapport à l'an dernier (62% contre 65% en 2018) alors qu'elle avait progressé régulièrement ces dernières années et s'était stabilisée l'an dernier.

¹ Banque de France, Projections économiques France, Juin 2019. Disponible sur : <https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2019/06/11/fr-projections-macro-eco-20190611.pdf>

Pour financer leurs projets, les Français souscrivent de plus en plus un crédit à la consommation : 37% (contre 28% l'an dernier). Cette tendance s'observe chez l'ensemble des catégories de la population et confirme les chiffres de la Banque de France qui font part d'une croissance soutenue des crédits à la consommation aux particuliers (+5,6 % en mars 2019 après +6,1 % en décembre 2018)².

Le crédit devient le 2^{ème} mode de financement après l'épargne, qui baisse (55% contre 62% l'an dernier). Alors que les Français ont le sentiment d'une dégradation de leur situation financière, ils préfèrent assez logiquement épargner s'ils en ont la possibilité. C'est notamment le cas des Français les plus modestes : les CSP- déclarent par exemple moins utiliser leur épargne pour financer leurs projets (46% contre 58% en 2018) au profit du crédit à la consommation (41% contre 29% en 2018). Cette tendance confirme les informations de la Banque de France : le taux d'épargne des Français a atteint 15,3% en 2019, en forte progression par rapport à 2018³.

Mathieu Escarpit, Directeur Marketing de Cofidis, déclare : « On observe une légère amélioration du pouvoir d'achat des Français en 2019. La somme moyenne qui leur manque chaque mois pour vivre confortablement continue de baisser, tout comme le montant moyen du découvert bancaire. Néanmoins, les Français ont le sentiment que leur pouvoir d'achat se dégrade, ce qui engendre une baisse des aspirations à conduire des projets dans les douze prochains mois. Pour financer ces projets, on observe que le crédit à la consommation devient une solution de financement privilégiée. Alors que leur budget se tend, le crédit permet en effet aux Français de mener à bien des projets tout en épargnant s'ils en ont la possibilité. »

Découvrez le communiqué de presse et l'infographie sur le nouveau site [Question de Budget avec Cofidis](#)

Cofidis, à travers Question de Budget, décrypte les arbitrages budgétaires des Français, grâce à des études exclusives, des arbitrages d'experts et des témoignages.

Résultats détaillés

Une légère amélioration du pouvoir d'achat des Français en 2019

Le pouvoir d'achat est la première préoccupation des Français (pour 42% d'entre eux), devant la santé (37%), l'environnement (35%), les inégalités sociales (21%) et l'insécurité (21%). Le pouvoir d'achat préoccupe notamment les jeunes actifs (48%) et les CSP- (48%).

On assiste cette année à **une légère amélioration du pouvoir d'achat des Français, qui peut être attribuée aux différentes mesures mises en place par le Gouvernement depuis fin 2018.**

En effet, plusieurs indicateurs s'améliorent :

- **La somme qui manque en moyenne chaque mois aux Français pour vivre confortablement continue de baisser (427€ ; -18€ par rapport à 2018 et -57€ par rapport à 2017).** Cette baisse concerne particulièrement les retraités (440€ ; -126€ par rapport à 2018) et les jeunes actifs (337€ ; -138€ par rapport à 2018)
- **Le montant moyen du découvert bancaire continue également de baisser (340€ contre 370€ en 2018 et 394€ en 2017).** Cette baisse concerne notamment les jeunes actifs (275€ ; -117€ par rapport à 2018). La part des Français à découvert au moins une fois tous les 3 mois se stabilise (33% contre 32% l'an dernier). Elle diminue particulièrement chez les jeunes actifs (37% contre 41% l'an dernier).

² Banque de France, Les crédits à la consommation – France et Zone Euro • Mar. 2019, Publié le 28 juin 2019. Disponible sur : <https://www.banque-france.fr/statistiques/credit/credit/credits-la-consommation>

³ Banque de France, Projections économiques France, Juin 2019. Disponible sur : <https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2019/06/11/fr-projections-macro-eco-20190611.pdf>

Cette légère amélioration du pouvoir d'achat observée dans le Baromètre rejoint les projections de la Banque de France qui prévoit une hausse de 2,1% du pouvoir d'achat par habitant en 2019⁴.

Paradoxalement, une perception du pouvoir d'achat qui se dégrade

Cette légère amélioration du pouvoir d'achat des Français ne semble pas être ressentie par les Français et les différentes mesures prises par le Gouvernement n'améliorent pas la perception des Français sur leur pouvoir d'achat :

- **La part des Français qui jugent leur pouvoir d'achat faible a augmenté (31% contre 28% en 2018).** C'est notamment le cas des femmes (34% contre 27% en 2018) et des seniors actifs (34% contre 24% en 2018).
A l'inverse, la part des retraités qui estiment leur pouvoir d'achat faible a diminué (26% contre 33% l'an dernier).
- **Par ailleurs, la part des Français qui jugent leur pouvoir d'achat « correct mais sans plus » a baissé (54% contre 56% en 2018).** C'est notamment le cas des jeunes de 18/24 ans (46% contre 61% en 2018) et des femmes (53% contre 58% l'an dernier).
A l'inverse, la part des retraités qui estiment leur pouvoir d'achat « correct mais sans plus » a augmenté (62% contre 54% l'an dernier).
- **Enfin, la part des Français qui jugent leur pouvoir d'achat élevé a diminué (13% contre 15% en 2018).** C'est notamment le cas des seniors actifs (19% contre 10% en 2018).

Les mouvements sociaux de 2019 ont vraisemblablement eu un impact sur le sentiment des Français et la dynamique plus positive que l'on pouvait espérer.

Ce sentiment de dégradation du pouvoir d'achat peut, en autres, s'expliquer par le poids croissant des dépenses de première nécessité sur le budget des ménages : 61% des Français estiment qu'elles ont augmenté ces 5 dernières années, notamment les seniors actifs (65%) et les foyers avec 2 enfants (65%).

De plus en plus de Français rognent sur leurs dépenses de première nécessité pour faire des économies. Les Français ne réduisent pas ces dépenses par gaité de cœur. En effet, lorsqu'on leur demande à quels postes de dépenses ils alloueraient la somme qui leur manque chaque mois pour vivre confortablement, s'ils en disposaient, ils sont 45% à déclarer aux loisirs et 43% à l'alimentation (+14 points en un an). Ce sont notamment les jeunes de 18/24 ans (56%) et les CSP- (49%) qui déclarent qu'ils alloueraient cette somme au poste « alimentation ».

Les actions du Gouvernement ne parviennent pas à convaincre les Français

Lorsqu'on interroge les Français ayant bénéficié des mesures prises par le Gouvernement pour favoriser le pouvoir d'achat (2 Français sur 3 a bénéficié au moins d'une mesure), la majorité des Français concernés par ces mesures estiment qu'elles ont eu un impact sur leur pouvoir d'achat.

Parmi les mesures les plus populaires :

- **Augmentation des plafonds pour la prime à la conversion :** 7% des Français déclarent en avoir bénéficié et 72% d'entre eux estiment que cette mesure a amélioré leur pouvoir d'achat.
- **Revalorisation et extension de la prime d'activité :** 14% des Français déclarent en avoir bénéficié et 72% d'entre eux estiment que cette mesure a amélioré leur pouvoir d'achat.
- **Heures supplémentaires désocialisées (pas imposables) :** 22% des salariés déclarent en avoir bénéficié et 69% d'entre eux estiment que cette mesure a amélioré leur pouvoir d'achat.
- **Reste à charge zéro pour les soins dentaires mis en place depuis quelques mois :** 8% des Français déclarent en avoir bénéficié et 68% d'entre eux estiment que cette mesure a amélioré leur pouvoir d'achat.
- **Prime exceptionnelle de fin d'année 2018 défiscalisée :** 23% des salariés déclarent en avoir bénéficié et 68% d'entre eux estiment que cette mesure a amélioré leur pouvoir d'achat.
- **Revalorisation du chèque énergie :** 14% des Français déclarent en avoir bénéficié et 62% d'entre eux estiment que cette mesure a amélioré leur pouvoir d'achat.

⁴ Banque de France, Projections économiques France, Juin 2019. Disponible sur : <https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2019/06/11/fr-projections-macro-eco-20190611.pdf>

- **Diminution et à terme la suppression de la taxe d'habitation** : 45% des Français déclarent en avoir bénéficié et 59% d'entre eux estiment que cette mesure a amélioré leur pouvoir d'achat.

Les mesures les moins populaires concernent les retraités et les salariés :

- **Baisse des charges sociales sur les salaires** : alors que cette mesure a concerné l'ensemble des salariés, seuls 44% d'entre eux déclarent en avoir bénéficié. Seul 1 répondant sur 2 (51%) déclare que cette mesure a amélioré son pouvoir d'achat.
- **Baisse de la CSG sur les retraites de moins de 2 000 euros par mois** : 33% des retraités déclarent en avoir bénéficié et seule la moitié d'entre eux estime que cette mesure a amélioré son pouvoir d'achat.

Mais globalement, la perception qu'ont les Français sur les actions du Gouvernement sur la question du pouvoir d'achat, est mitigée : seul 1 Français sur 2 (48%) juge que les mesures qui ont été prises vont améliorer le pouvoir d'achat des Français.

Une confiance dans l'avenir qui s'interrompt et fait place à la morosité

L'optimisme observé l'an dernier, quant à l'amélioration du pouvoir d'achat à court et moyen terme, fait place à la morosité :

- **53% des Français estiment que leur pouvoir d'achat va augmenter ou rester stable ces 12 prochains mois (contre 56% en 2018)**. La dégradation de cet indicateur s'observe particulièrement chez les jeunes actifs (58% contre 70% l'an dernier) et les CSP+ (59% contre 68% l'an dernier). A contrario, 44% des retraités estiment que leur pouvoir d'achat va augmenter ou rester stable ces 12 prochains mois (contre 35% l'an dernier)
- **Par ailleurs, seul 1 Français sur 4 (25%) est confiant quant à l'amélioration de son pouvoir d'achat dans les 5 prochaines années (contre 28% en 2018)**. Les seniors actifs (15%) et les retraités (14%) sont particulièrement pessimistes.
- **Enfin, 3 Français sur 4 (76%) n'ont pas confiance dans l'action du Gouvernement pour améliorer leur pouvoir d'achat d'ici la fin du quinquennat en 2022**. Les retraités sont particulièrement critiques : alors que 34% d'entre eux déclarent avoir bénéficié de la baisse de la CSG sur les retraites de moins de 2000 euros par mois, seule la moitié des retraités concernés déclarent que cette mesure a amélioré leur pouvoir d'achat.

Ce sentiment de dégradation du pouvoir d'achat a un effet mécanique sur la part des Français qui envisagent de réaliser des projets dans les 12 prochains mois : elle baisse de 3 points par rapport à l'an dernier (62% contre 65% en 2018) alors qu'elle avait progressé régulièrement ces dernières années et s'était stabilisée l'an dernier. D'ailleurs, cette baisse de l'envie d'entreprendre des projets s'observe particulièrement chez les Français les plus modestes (62% des CSP- contre 66% l'an dernier).

Pour financer leurs projets, les Français souscrivent de plus en plus un crédit à la consommation : 37% (contre 28% l'an dernier). Cette tendance s'observe chez l'ensemble des catégories de la population et confirme les chiffres de la Banque de France qui font part d'une croissance soutenue des crédits à la consommation aux particuliers (+5,6 % en mars 2019 après +6,1 % en décembre 2018)⁵. Le crédit devient le 2^{ème} mode de financement après l'épargne, qui baisse (55% contre 62% l'an dernier). Alors que les Français ont le sentiment d'une dégradation de leur situation financière, ils préfèrent assez logiquement épargner s'ils en ont la possibilité. C'est notamment le cas des Français les plus modestes : les CSP- déclarent par exemple moins utiliser leur épargne pour financer leurs projets (46% contre 58% en 2018) au profit du crédit à la consommation (41% contre 29% en 2018). Cette tendance confirme les informations de la Banque de France : le taux d'épargne des Français a atteint 15,3% en 2019, en forte progression par rapport à 2018⁶.

⁵ Banque de France, Les crédits à la consommation – France et Zone Euro • Mar. 2019, Publié le 28 juin 2019. Disponible sur : <https://www.banque-france.fr/statistiques/credit/credit/credits-la-consommation>

⁶ Banque de France, Projections économiques France, Juin 2019. Disponible sur : <https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2019/06/11/fr-projections-macro-eco-20190611.pdf>

Méthodologie

Une étude réalisée par CSA Research pour Cofidis, par questionnaire auto-administré du 19 au 26 juin 2019 auprès d'un échantillon de 1005 Français représentatifs de la population française âgés de 18 ans et plus, constitué avec la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession de l'individu, stratification par région et catégorie d'agglomération.

A propos de COFIDIS France

Avec 2 millions de clients et 350 enseignes partenaires, Cofidis est depuis plus de 30 ans l'un des principaux acteurs du crédit à la consommation en France (crédits renouvelables et prêts personnels, solutions de paiement, assurance, rachat de créances et partenariats). Acteur fortement engagé dans l'accompagnement de ses clients, Cofidis s'appuie sur un conseil personnalisé, des outils & services innovants et la pédagogie du crédit pour faire du consommateur un acteur de son budget, informé et responsable. Cofidis contribue également au dynamisme commercial des enseignes de distribution et sites e-commerce grâce à des solutions performantes et sur-mesure en matière de facilités de paiement (carte 4 étoiles, 1euro.com, 3xCB, crédit amortissable). Pour en savoir plus : www.cofidis.fr et www.cofidis-retail.fr

Contacts presse

Xavier Roc – xavier.roc@agencebabel.com - Tel : 01 53 00 10 58

Radu Boata – radu.boata@agencebabel.com – Tel : 01 53 00 10 97